

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

Note conjoncturelle

2ème trimestre 2022



Département de l'Ain



EN BREF

Chiffre d'affaires (Données cumulées entre janvier et juin 2022)	7	+10,9 % sur un an
Créations d'entreprises (T2 2022)	7	+5,8 % sur un an
Autorisations de construire de logements neufs (Données cumulées de début juillet 2021 à fin juin 2022)	7	+12,9 % sur un an
Mises en chantier de logements neufs (Données cumulées de début juillet 2021 à fin juin 2022)	7	+8,2 % sur un an
Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) (T1 2022)	7	+27,8 % sur un an
Emplois salariés (T1 2022)	4	-0,4 % sur un trimestre
Intérim (T1 2022)	3	-3,9 % sur un trimestre
Taux de chômage (T1 2022)	3	-0,1 point sur un trimestre
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories ABC (T2 2022)	4	-1,8 % sur un trimestre
Revenu de solidarité active (RSA) (Juin 2022)	4	-2,8 % sur un an
Allocation de solidarité spécifique (ASS) (Mai 2022)	4	-3,3 % sur un an

Économie

Entre janvier et juin 2022, le chiffre d'affaires des entreprises est en hausse de 10,9% par rapport à la même période de l'année précédente (+15,5% à l'échelon régional). Dans les trois secteurs clés considérés, l'évolution est positive : +8,3% dans l'industrie manufacturière, +5,4% dans la construction et +12,9% dans le commerce et réparation automobile (évolution identique à celle du niveau régional).

L'investissement des entreprises est en hausse de 3,0% par rapport à la même période de l'année précédente (+15,6% à l'échelon régional).

Entre janvier et juin 2022, l'évolution des encaissements fiscaux est contrastée : impôts sur les sociétés (+46,0%; +47,9% en région), taxe sur la valeur ajoutée (+10,0%; +15,5% en région), taxe de publicité foncière (+9,6%; +13,1% en région) et droits de mutation (-20,9%; -0,2% en région).

Le montant des exportations enregistré au 2ème trimestre 2022 est supérieur de 30,7% à celui du 2ème trimestre 2021.

Au cours de l'année glissante allant de début juillet 2021 à fin juin 2022, les autorisations de construire des logements neufs ont augmenté de 12,9% sur un an (+15,2% à l'échelon régional) et celles des locaux neufs ont augmenté de 33,7% (+17,8% à l'échelon régional). Les mises en chantier de logements neufs ont augmenté de 8,2% (+0,1% en région) et celles de locaux neufs ont augmenté en moyenne de 0,3% sur un an (+4,8% au niveau régional).

Au 2ème trimestre 2022, le nombre de créations d'entreprises est de 2 097, en augmentation de 5,8% sur un an (29 605 créations en région; -4,3% sur un an).

Intentions d'embauche et emploi salarié

Le nombre d'intentions d'embauche (Déclarations Préalables À l'Embauche) au 1er trimestre 2022 est en hausse de 27,8% sur un an.

Le nombre d'emplois salariés (206 813) baisse de 0,4% (+0,3% à l'échelon régional sur le trimestre). La baisse globale des emplois masque des évolutions sectorielles contrastées* : baisse de 1,5% dans l'agriculture, diminution de 1,0% dans l'industrie, croissance de 0,1% dans la construction, recul de 0,6% dans le tertiaire marchand et accroissement de 0,1% dans le tertiaire non marchand. Tous secteurs confondus, le nombre d'intérimaires est en baisse de 382 postes.

Le nombre d'emplois salariés augmente (+1,9%) sur un an (+3,9% à l'échelon régional).

* L'intérim n'est pas considéré comme un secteur et est donc ventilé par secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice.

Chômage

En diminution de 0,1 point par rapport au 4ème trimestre 2021, le taux de chômage s'établit à 5,4% au 1er trimestre 2022 (6,3% à l'échelon régional, -0,1 point). Sur un an, son évolution est de -0,7 point.

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégorie A (23 360) s'est accru au 2ème trimestre 2022 de 0,2% après une baisse de 4,9% au trimestre précédent. En prenant en considération les personnes en activité réduite, l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC (43 050 en moyenne trimestrielle) est en baisse (-1,8%).

Sur un an, le nombre moyen de demandeurs d'emploi est en baisse de 15,3% pour la catégorie A et a diminué de 8,6% pour l'ensemble des catégories ABC. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de longue durée (catégories ABC) a diminué de 13,8% (-15,4% en région) et leur part est passée de 45,8% à 43,2% (moyenne régionale: 46,2%).

La durée d'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle emploi s'établit à 523 jours (608 jours dans la région).

Prestations sociales

Sur un an, le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) diminue de 2,8% et celui des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique baisse de 3,3%.

SOMMAIRE

1. ACTIV	/ITE ÉCONOMIQUE
1.1 Chiffre d'affaires des entreprises	6
1.2 Investissement des entreprises	
1.3 Encaissements fiscaux	
1.4 Suivi des entreprises en difficulté	8
1.5 Suivi des délais de paiement	
1.6 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés)	
1.7 Exportations	
1.8 Conjoncture hôtelière	
1.9 Immobilier	
1.10 Créations d'entreprises	
2	2. EMPLOI SALARIE
	. LIMI LOI GALARIE
2.1 Emploi salarié (secteur marchand)	
2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim	
2.3 Activité partielle	
2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail	12
2.5 Licenciements économiques	12
	3. CHOMAGE
3.1 Taux de chômage	13
3.2 Demande d'emploi en fin de mois	
3.3 Part des inscriptions à Pôle emploi suite à un contrat court (CDD, intérir	
3.4 Durée d'inscription à Pôle emploi	14
4. PREST	ATIONS SOCIALES
4.1 Revenu solidarité active (RSA)	
4.2 Garantie Jeunes	
4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)	
4.4 Prime d'activité	

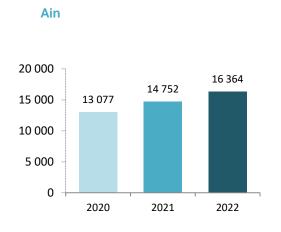
1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

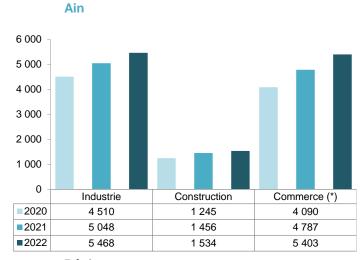
1.1 Chiffres d'affaires des entreprises (M€) Source : DGFiP - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2022

Champ : entreprises privées dont le siège est dans l'Ain pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

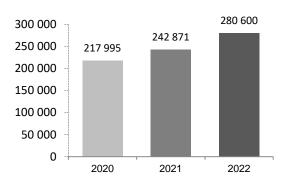
Tous secteurs d'activité confondus

Dans trois grands secteurs d'activité (M€)

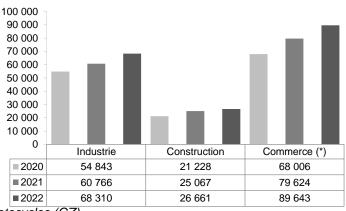




Région



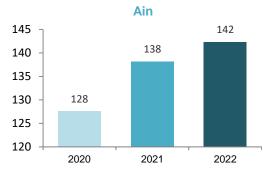


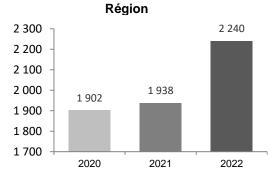


(*) Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)

1.2 Investissements des entreprises (M€) Source : DGFiP - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2022

Champ : entreprises privées dont le siège est dans l'Ain pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.



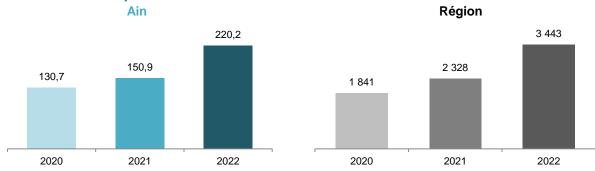


1.3 Encaissements fiscaux (hors direction des grandes entreprises)

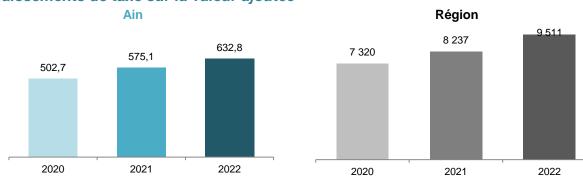
Source : DGFiP - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2022, en millions d'€

Les encaissements fiscaux couvrent les entreprises privées ayant leur siège dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 400 millions d'euros. En effet, les impôts de ces entreprises sont collectés par les DRFiP/DDFiP. Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur, les encaissements sont directement gérés par la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et ne sont donc pas comptabilisés ici.

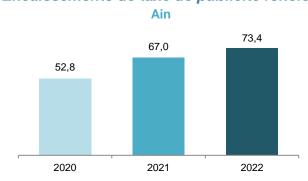
Encaissements d'impôts sur les sociétés

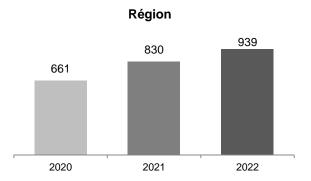


Encaissements de taxe sur la valeur ajoutée

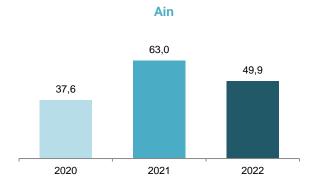


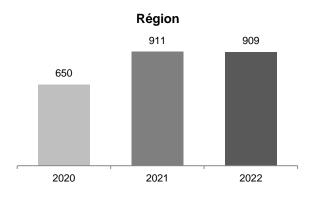
Encaissements de taxe de publicité foncière





Encaissements des Droits de Mutation





1.4 Suivi des entreprises en difficulté Source : DDFiP/DGFiP - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2022

La CCSF (Commission des chefs de services financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et de l'assurance-chômage) est implantée dans chaque département et placée sous la présidence du Directeur Départemental des finances publiques. Elle regroupe les principaux créanciers publics et peut être saisie par les entreprises en retard dans le paiement de leurs impôts ou de leurs cotisations de sécurité sociale. Après l'instruction du dossier des demandeurs, un plan d'apurement échelonné ou une remise de l'ensemble de leurs dettes publiques peut leur être accordé.

Nombre de dossiers nouveaux traités par la commission des chefs de services financiers (CCSF) et effectifs correspondants.

	AIII		
Dossiers à fin 06/2022	Effectifs salariés concernés	Dossiers à fin 06/2021	Effectifs salariés concernés
27	483	23	358

Ain

		rtegien.	
Dossiers à fin 06/2022	Effectifs salariés concernés	Dossiers à fin 06/2021	Effectifs salariés concernés
174	5 409	164	6 195

Région

1.5 Suivi des délais de paiement accordés

Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

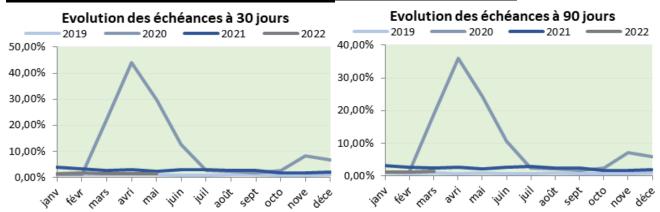
En raison de la crise sanitaire, les délais de paiement accordés n'ont pu être actualisés depuis février 2020.

Données cumulées du 1er décembre 2019 à fin février 2020	En nombre	Évol* déc 19- fév 20 / déc 19-fév 20	En montant en k€	Évol* déc 19- fév 20 / déc 19-fév 20
Total	123	-28,0%	1 482	-26,7%
Industrie	31	-16,2%	796	99,4%
Construction	26	-10,3%	316	-21,1%
Commerce	16	-48,4%	87	-41,7%
Hébergement-Restauration	22	-37,1%	113	-36,3%
Autres services	28	-47,2%	171	-82,8%

^{*}Evolutions sur 3 mois glissants par rapport à la même période de l'année précédente : T0 correspond à l'évolution entre mars 2022 à fin mai 2022 et mars 2021 à fin mai 2021, T-1 à celle entre décembre 2021 à fin février 2022 et décembre 2020 à fin février 2021...

1.6 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés) Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes Cumul du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022

Données observées à fin juin 2022	Taux en montant	Évolution 2022/2021
Échéance + 30 jours (mois de l'échéance)	1,28% (mai-2022)	-1,1 pt
Échéance + 90 jours (mois de l'échéance)	1,31% (mars-2022)	-1,0 pt



1.7 Exportations

Source : Douanes françaises

Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2022

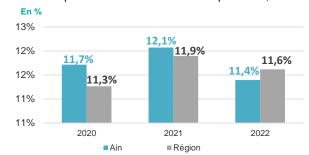
Part des exportations dans le total régional: 20,4 %



Source : DGFiP

Cumul du 1er janvier au 30 juin 2022

Part des exportations dans le CA des entreprises: 11,4%



1.8 Conjoncture hôtelière

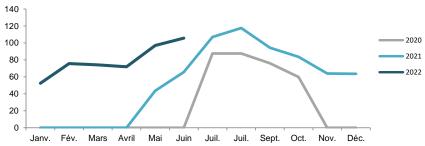
Source : Enquête hôtellerie - INSEE/DGE/Comités régionaux du tourisme

Données brutes - 2ème trimestre 2022

	T2 2021 T2 2022 Evolution annu			ınnuelle (%)
	A	in	Ain	Région
Nbre de nuitées (hôtellerie)	109	274	151.1%	00.00/
% total régional	3,9%	5,0%	131,1%	99,9%

En raison de la crise sanitaire, les données des mois de janvier à juin 2020 et de novembre 2020 à avril 2021 ne sont pas disponibles.

Evolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie



1.9 Immobilier

Source: SDES-DREAL-Sit@del2

Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2022

	Д	in	Région		
	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)	Nombre (sur une année glissante)	Evolution annuelle (*)	
Logements neufs (en nombre de logements)					
Autorisations de construire	6 410	12,9%	70 310	15,2%	
Mises en chantier	4 900	8,2%	53 200	0,1%	
Locaux neufs (en milliers de m²)					
Autorisations de construire	560	33,7%	5 242	17,8%	
Mises en chantier	315	0,3%	3 436	4,8%	

^{(*) %} entre dernière année glissante et même période de l'année précédente.

1.10 Créations d'entreprises

Source : INSEE, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Données brutes - 2ème trimestre 2022

	Ain		Ré	gion
	Nombre	Evolution annuelle	Nombre	Evolution annuelle
Nombre de créations d'entreprises	2 097	5,8%	29 605	-4,3%
Dont micro-entreprises	1 298	9,7%	17 783	-5,9%

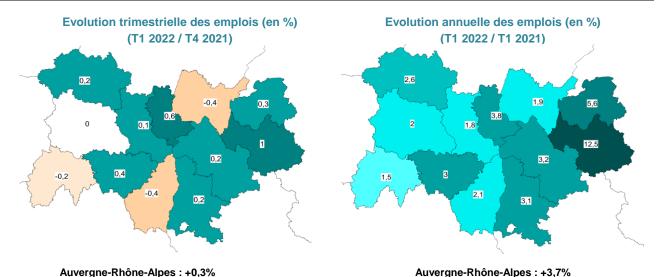
2. EMPLOI SALARIE

2.1 Emploi salarié

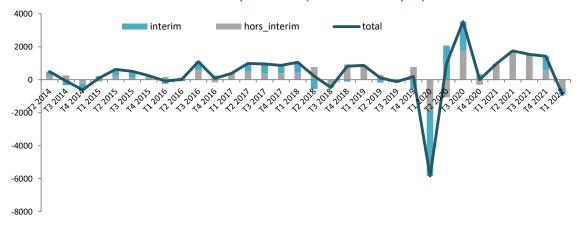
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Données CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2022

	1er trimestre	4ème	1er trimestre	Evolutions (en %)		
Ain	2021	trimestre 2021	2022	Trimestrielle	Annuelle	
Agriculture	2 147	2 270	2 237	-1,5	4,1	
Industrie	49 379	50 394	49 911	-1,0	1,1	
Construction	14 302	14 386	14 398	0,1	0,7	
Tertiaire marchand	76 448	79 601	79 113	-0,6	3,5	
Tertiaire non marchand	60 742	61 067	61 154	0,1	0,7	
Total	203 019	207 718	206 813	-0,4	1,9	
Intérim	8 768	9 783	9 402	-3,9	7,2	
Hors Intérim	194 251	197 935	197 412	-0,3	1,6	



Contribution de l'emploi intérimaire et hors intérimaire à la variation trimestrielle de l'emploi salarié (en nombre d'emploi)



Les chiffres de l'emploi salarié par département du 2ème trimestre 2022 seront disponibles en octobre 2022.

2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2022

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche selon la nature du contrat

		DI	CDD courts		CDD longs		Total	
Contrat (Hors Interim)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)						
Ain	9,1	35,6%	20,7	31,9%	7,5	10,5%	37,3	27,8%
Région	149,5	40,6%	442,0	40,3%	163,9	29,8%	755,3	38,0%

Données CVS

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) par secteur d'activité

	Secteur d'activité (hors Interim)	Nombre de DPAE* T1 2022	Evolution annuelle T1 2022 / T1 2021	
		Ain	Ain	Région
Industrie (B à E)		2,7	8,2%	20,7%
Construction (FZ)		1,4	7,1%	-3,5%
Services (G à U)		29,6	32,0%	40,9%
Dont :	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)	5	12,8%	20,2%
	Hébergement-restauration (IZ)	3	308,8%	318,2%
	R&D + Autres activités scientifiques et techniques (MB + MC)	0	-17,7%	9,4%
	Santé, action sociale, administration, éducation ** (QA+QB+OZ+PZ)	10,1	5,9%	10,7%

Données brutes

Attention, les chiffres du 1er tableau sont des données CVS, tandis que ceux du 2ème tableau sont des données brutes.

^{*} Données en milliers

^{**} Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale et hébergement médico-social (QB)

⁺ Administration publique (OZ) + Education (PZ)

2.3 Activité partielle

Source : Syracuse-POP - Applicatifs SINAPSE et Extranet Activité Partielle

Dernières données disponibles : juin 2022

Données arrêtées au 28 août 2022

	Nombre de salariés concernés en juin 2022	Nombre d'heures indemnisées en juin 2022
REGION	7 120	251 705
AIN	670	14 280

2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail

Source : ASP-DGEFP, SI sur les ruptures collectives de contrats de travail, Traitements DREETS ARA

Dernières données disponibles : Cumul du 1er janvier 2022 au 31 août 2022

Les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la DREETS ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la DREETS.

	Nombre d'emplois concernés au début*		Nombre d'emplois concernés à la demande	
	Ain	Région	Ain	Région
Plans de sauvegarde de l'emploi	57	1 612	0	1 120
Ruptures conventionnelles collectives	0	217	0	172
Licenciements économiques collectifs de moins de 10 salariés**	246	2 108	246	2 108
Licenciements économiques collectifs de 10 salariés ou plus	75	1 114	0	112

^{*} Le nombre de ruptures de contrat de travail annoncé au début d'un dossier peut évoluer tout au long du processus de négociation.

Chiffres couvrant la période du 1er janvier au 31 août 2022

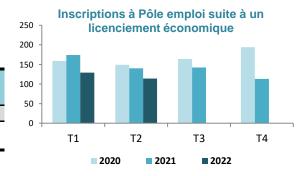
2.5 Licenciements économiques

Source: Pôle emploi - DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2022

Nombre d'inscriptions suite à licenciement économique (en données brutes)

T2 2021	T2 2022	Evolution annuelle (%)		
Ain		Ain	Région	
140	114	-18,8	-10,6	



^{**} licenciements notifiés

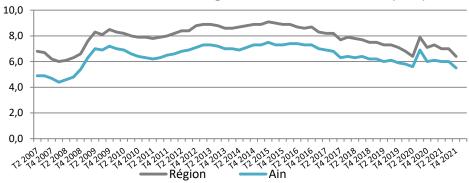
3. CHOMAGE

3.1 Taux de chômage Source : Insee, CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2022

	T4 2019	T1 2021	T4 2021	T1 2022
Ain	5,9	6,1	5,5	5,4
Région	7,1	7,3	6,4	6,3





Les chiffres du taux de chômage par département du 2ème trimestre 2022 seront disponibles en octobre 2022.

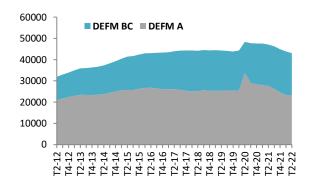
3.2 Demande d'emploi en fin de mois

Source: Pôle emploi - DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

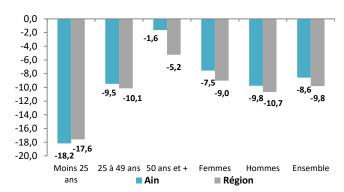
Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 2eme trimestre 2022

A: en recherche active d'emploi, disponibles, sans emploi: 23 360 B+C: en recherche active d'emploi, en activité réduite (courte et longue): 19 690 A+B+C: en recherche active: 43 050

Nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC



Evolution annuelle (T2 2022/T2 2021) des DEFM cat. ABC en fonction du sexe et de l'âge (en %)



3.3 Part des inscriptions à Pôle emploi suite à un contrat court (CDD, intérim)

Source : Pôle emploi - DREETS

Données brutes, entrées sur le trimestre rapportées au nombre moyen de DEFM ABC sur le trimestre-2ème trimestre 2022

Données brutes (en %)	2ème trimestre 2021	2ème trimestre 2022
Ain	5,8	7,2
Région	6,0	8,0

3.4 Durée d'inscription à Pôle emploi

Source : Pôle emploi - DREETS

Données brutes en moyenne trimestrielle - 2ème trimestre 2022

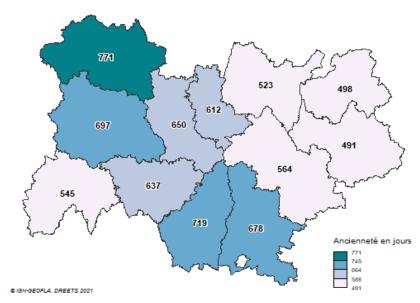
Part de la demande d'emploi de longue et très longue durée

Données CVSCJO	Ain		Région	
(en %)	T2 2021	T2 2022	T2 2021	T2 2022
Part des DELD (>=12 mois)	45,8	43,2	49,2	46,2
Part des DETLD (>=24mois)	23,1	24,1	27,1	27,8

Ancienneté moyenne au chômage

Données brutes (en jours)	2ème trim. 2021	2ème trim. 2022	Evolution annuelle (en jours)
Ain	512	523	11
Région	600	608	8

Carte de l'ancienneté moyenne au chômage au 2ème trim. 2022

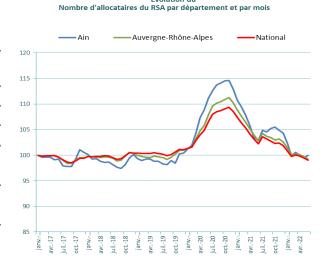


4. PRESTATIONS SOCIALES

4.1 Revenu de solidarité active (RSA)

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; Pôle emploi, FNA; I-Milo, traitement Dares.

Nombre d'allocataires Ain Région février 2020 7810 160 280 juin 2021 7 880 162 170 juin 2022 7 660 156 550 Evol annuelle juin 2021 / -2,8% -3,5% juin 2022 Evol février 2020 (début -1,9% -2,3% crise) / juin 2022



Evolution du

Champ : tous régimes (Cnaf et MSA) Base 100 au 1er janvier 2017

4.2 Garantie Jeunes* - Allocataires

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; Pôle emploi, FNA; I-Milo, traitement Dares.

Nombre de bénéficiaires	Ain	Région
février 2020	216	6 164
mars 2021	337	7 858
mars 2022	581	9 707
Evol annuelle mars 2021 / mars 2022	72,4%	23,5%
Evol février 2020 (début crise) / mars 2022	169,0%	57,5%

Nombre de bénéficiaires de l'allocation Garantie jeunes au titre du mois par département et par mois

Ain —Auvergne-Rhône-Alpes —National



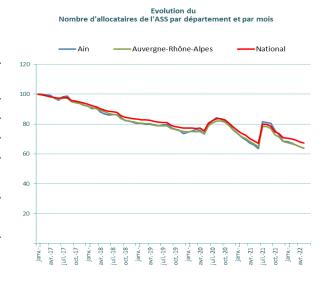
Base 100 au 1er janvier 2017

^{*} Passage au contrat d'engagement jeune (CEJ) depuis le 1er mars 2022

4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; Pôle emploi, FNA; I-Milo, traitement Dares.

Nombre d'allocataires Région Ain février 2020 1710 31 860 mai 2021 1 500 28 320 mai 2022 1 450 27 090 Evol annuelle mai 2021 / -3,3% -4,3% mai 2022 Evol février 2020 (début -15,0% -15,2% crise) / mai 2022

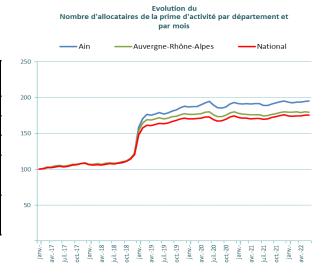


Base 100 au 1er janvier 2017

4.4 Prime d'activité

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Nombre d'allocataires	Ain	Région
février 2020	33 660	512 650
juin 2021	34 370	511 180
juin 2022	35 030	520 970
Evol annuelle juin 2021 / juin 2022	1,9%	1,9%
Evol février 2020 (début crise) / juin 2022	4,1%	1,6%



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA) Base 100 au 1er janvier 2017

PS: Toutes les dernières données sont provisoires (traitements DREES).

DREETS Auvergne-Rhône-Alpes - DRFIP, DDFIP et URSSAF d'Auvergne-Rhône-Alpes

Directrice de la publication : Isabelle NOTTER

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes Service Etude, Statistique, Evaluation (SESE)

Note réalisée par Michèle TAVERNET (DREETS), avec la contribution d'Olivier JACOD (DREETS) et de Marie-Laure DOLY (DRFIP), des correspondants des DDFIP, et des correspondants des Cellules Statistiques URSSAF

Photos sur la couverture : © Phovoir.fr; @Fotolia.com

Tour Swisslife - 1, Boulevard Vivier Merle - 69443 LYON OEDEX 03

Téléphone: 0472682900 - Télécopie: 0472682929

Internet: http://www.auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr



Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

